

*Questions orales***LE NICARAGUA**

**M. Ian Waddell (Port Moody—Coquitlam):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Il y a trois ans, j'ai soulevé quatre fois la question des ventes d'armes aux *Contras* du Nicaragua par des sociétés canadiennes.

Hier, le *Toronto Star* signalait que le marchand d'armes Arif Durrani avait vu lui-même les envois et qu'il atteste que les documents étaient falsifiés.

Vu ces nouvelles preuves d'activité illégale de la part de sociétés canadiennes, le ministre rendra-t-il public le rapport de la GRC, qui à ma connaissance ne l'a jamais été, et considérera-t-il des poursuites contre ces sociétés?

**Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur le Président, le député a raison. Il a soulevé la question quatre fois et je pense qu'à chaque fois je lui ai donné l'assurance que le gouvernement canadien n'était pas en cause et n'avait pas connaissance de contrats de vente d'armes.

Il cite M. Arif Durrani. Il ne dit pas tout sur cette personne. C'est un trafiquant d'armes condamné, qui est actuellement en prison en Oregon. C'est lui la source des nouvelles figurant dans le *Toronto Star*.

Le député, comme tout le monde ici, sait très bien qu'il y a une règle qui veut que l'on ne publie pas les rapports de la GRC. Je lui fait confiance, je pense que c'est un homme de parole. S'il est prêt à observer le secret qui s'impose, je suis prêt à lui faire donner une séance d'information confidentielle. Il pourra ensuite baser ses questions sur des faits et non des allégations de personnes en prison en Oregon.

**M. Ian Waddell (Port Moody—Coquitlam):** J'ai oublié de le mentionner, en effet. Il s'agit cependant d'une excellente source de renseignements et le ministre devrait en tenir compte.

Je ne relèverai pas l'offre du ministre. Il devrait divulguer à tous les Canadiens le contenu du rapport, comme les États-Unis l'on fait dans le cas de l'Irangate.

Ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre. Dans cette affaire, ou bien le gouvernement ignorait ce qui se passait, ou bien il savait, mais a décidé de fermer les yeux.

Étant donné que cela s'est produit à une époque où le premier ministre était très près du président des États-Unis, M. Reagan, et de la Maison-Blanche, le président, M. Poindexter ou un autre haut placé à la Maison-Blanche lui a-t-il demandé à cette époque, et a-t-il accepté, d'expédier secrètement des armes aux *contras* nicaraguayens via le Canada?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Non, monsieur le Président, mais ils m'ont demandé de garder un oeil sur les socialistes subversifs au Canada.

\* \* \*

[Français]

**LA STRATÉGIE DE MISE EN VALEUR DE LA MAIN-D'OEUVRE**

**M. Jean-Pierre Blackburn (Jonquière):** Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Dans la réforme de l'assurance-chômage et notre Stratégie de mise en valeur de la main-d'oeuvre, nous avons prévu affecter plusieurs millions de dollars pour supporter nos travailleurs âgés et également pour soutenir le développement des collectivités aux prises avec un fort taux de chômage. Entre autres, 100 millions ont été prévus pour le Programme d'adaptation des travailleurs et 50 millions pour le Programme de développement des collectivités.

Monsieur le Président, cela fait quatre mois que l'on attend après le Sénat, pénalisant ainsi les chômeurs, les travailleurs et les régions défavorisées. Est-ce que l'honorable ministre aurait des indications à l'effet que le Sénat va finir par comprendre le bon sens, et cesser de prendre ainsi les chômeurs et les régions en otage?

**Une voix:** Excellente question.

**Une voix:** Très bonne question.

**L'hon. Barbara McDougall (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Monsieur le Président, comme gouvernement, nous reconnaissons les difficultés particulières des chômeurs, des travailleurs âgés qui sont en chômage, et nous avons aussi les solutions dans le cadre de la Stratégie de mise en valeur de la main-d'oeuvre. Pour tous les travailleurs âgés, et les autres qui sont en chômage, j'espère sincèrement que le Sénat va décider d'appuyer le projet de loi qui est très important pour toutes les travailleuses et les travailleurs canadiens.